

Le Burkina Faso prépare dans une grande confusion l'après-Blaise Compaoré

AFRIQUE

La communauté internationale dénonce la prise de pouvoir par l'armée.

Le président déchu est arrivé en Côte d'Ivoire.

Michel De Grandi
mgrandi@lesechos.fr

La confusion régnait, hier à Ouagadougou, deux jours après le départ contraint de Blaise Compaoré. Le président, au pouvoir depuis vingt-sept ans, a été chassé par la rue laissant le pouvoir aux mains des militaires. Les Etats-Unis, alliés privilégiés du Burkina Faso, ont d'emblée appelé l'armée à restituer le pouvoir aux civils. L'Union européenne lui a demandé de respecter les droits fondamentaux. La médiation internationale tripartite conduite par l'ONU, l'Union africaine et la Cédéao, l'organisation régionale de l'Afrique de l'Ouest, a, elle, évoqué la menace de « sanctions ».

Pendant que le président déchu s'installait en Côte d'Ivoire, les

forces vives du pays, partis d'opposition et organisations de la société civile, ont refusé toute idée de transition militaire, exigeant un pouvoir civil et appelant à une démonstration de force de la population hier dans la capitale. En vain. L'armée s'est imposée par la force hier. Des soldats ont pris le contrôle de la radiotélévision en début d'après-midi, tandis que d'autres occupaient la place de la Nation, proche, devenue un centre d'agitation au cœur de Ouagadougou.

Nombreux cas de pillage

La veille, l'état-major de l'armée avait désigné le lieutenant-colonel Isaac Zida, membre de la garde présidentielle, pour mener à bien la transition alors que la Constitution burkinabé – que les militaires ont dit avoir suspendue – stipule que l'intérim du pouvoir doit être assuré par le président de l'Assemblée nationale. La désignation de Zida met fin à une rivalité avec le chef d'état-major des armées, le général Nabéré Honoré Traoré, qui revendiquait lui aussi le pouvoir.

En attendant le règlement de la crise politique, les milieux d'affaires interrogés soulignaient, en fin de semaine, que cette crise de régime n'a pas entraîné de dégâts particu-



Hier à Ouagadougou, capitale du Burkina Faso, la foule a envahi la place de la Nation et réclamé le départ des militaires. Photo Issouf Sanogo/AFP

liers. « Les intérêts économiques pas plus que les infrastructures ou les installations n'ont été touchés par les manifestants », expliquait, en fin de semaine, Etienne Giros, président délégué du Cian (Conseil des in-

vestisseurs en Afrique). « A ma connaissance, seule une banque a été visée par les manifestants. Mais de nombreux cas de pillage sont constatés », expliquait pour sa part Pierre Abadie, expert-comptable et vice-

président du Club des hommes d'affaires franco-burkinabé. Le pays est pour l'instant fortement déstabilisé et « personne ne travaille actuellement », constataient les milieux d'affaires.

« Les intérêts économiques pas plus que les infrastructures ou les installations n'ont été touchés par les manifestants. »

ÉTIENNE GIROS
Président délégué du CIAN

L'un des pays les plus pauvres de la planète – classé 183^e sur 187 – avec une pression démographique forte (+3,1 % par an) est aussi le premier producteur de coton d'Afrique et devient, depuis quelques années, un acteur dans le secteur de l'or. Ces atouts sont aussi ses faiblesses car l'économie demeure fortement dépendante des aléas climatique comme des cours des matières premières. En outre, ces deux secteurs ne sont guère créateurs d'emplois. Du coup, la jeunesse, dans un pays où 40 % de la population a moins de 20 ans, est livrée à elle-même. Cela, alors que le pays affiche en moyenne 6 % de croissance depuis dix ans. ■

La médiation européenne a permis le rétablissement du gaz russe en Ukraine

François Hollande affiche son entente